

REFERENCES

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

AR-DSP- 2026-089

Dérogation municipale à l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2015-200 du 27 juillet 2015 relatif à la lutte contre le bruit - Chantier

LE MAIRE DE VILLEURBANNE

VU : Le Code de l'environnement et notamment les articles L171-8, L571-1 L571-16, L571-18 à L.571-19, R.571-25 à R.571-28, R.571-31 et R.571-92 à R.571-97 ;

VU : Le Code de la santé publique, et notamment les articles L.1311-1 et L.1311-2, L.1312-1 et L.1312-2, L.1421-4 et L.1422-1, R.1336-4 à R.1336-11 et, R.1337-6 à R.1337-10-2.

VU : Le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2212-1 à L.2212-5, L.2213-4, L.2214-3, L.2214-4.

VU : L'arrêté municipal du 21 juillet 2003 règlementant les chantiers de démolition, de construction, de réhabilitation de bâtiments ou de travaux confortatifs sur des bâtiments sinistrés qui confère au Maire la possibilité d'accorder une dérogation horaire pour des chantiers en cas de raisons d'utilité publique ou de circulation.

VU : L'arrêté préfectoral n°2015-200 du 27 juillet 2015 relatif à la lutte contre le bruit et notamment son article 5 qui confère au Maire la possibilité d'accorder une dérogation horaire en vue d'effectuer des travaux sur le territoire de la Ville.

VU : L'arrêté municipal ARR-SAVI 2026-016 portant délégation de signature aux agents municipaux et agentes municipales de la ville de Villeurbanne ;

CONSIDERANT : la demande de l'entreprise NGE Routes sis 29 31 rue des Tâches 69100 SAINT PRIEST et les entreprises du groupement pour le T6 Nord : Guintoli, Siorat, Agilis, Razel-Bec, Moulin TP, Coiro et MDTP et la transmission de son dossier technique (échancier des travaux) ;

CONSIDERANT : la nécessité technique pour les entreprises ci-dessus de réaliser, au-delà des horaires autorisés, les travaux de réfection des enrobés de voirie rue Francis de Pressensé au carrefour avec la rue Billon, avenue Paul Krüger, avenue Antoine de Saint Exupéry, avenue du Général Leclerc aux carrefours avec les rues Antoine Primat, rue Guillotte et rue Poizat, route de Genas au carrefour avec la rue Emile Decorps, 4 nuits entre le 13/04/2026 et le 15/05/2026, de 19h00 à 07h00 en raison de la forte circulation en journée sur les axes concernés ;

DIRECTION GÉNÉRALE
ANIMATION ET VIE SOCIALE

DIRECTION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE

accueil

27 rue Paul-Verlaine

standard 04 78 03 67 73

adresse postale

mairie de villeurbanne

service sante environnementale

cs 65051

69601 villeurbanne cedex

standard 04 78 03 67 67

vos démarches en ligne

www.villeurbanne.fr

ARRETE

ARTICLE 1 :

Les entreprises NGE Routes, Guintoli, Siorat, Agilis, Razel-Bec, Moulin TP, Coiro et MDTP sont autorisées à effectuer les travaux de réfection des enrobés de voirie rue Francis de Pressensé au carrefour avec la rue Billon, avenue Paul Krüger, avenue Antoine de Saint Exupéry, avenue du Général Leclerc aux carrefours avec les rues Antoine Primat, rue Guillotte et rue Poizat, route de Genas au carrefour avec la rue Emile Decorps, 4 nuits entre le 13/04/2026 et le 15/05/2026, de 19h00 à 07h00.

ARTICLE 2 :

L'entreprise est tenue d'informer, au moins 48 heures avant le début des travaux, l'ensemble des riverains immédiats du lieu du chantier, de la tenue et de la durée du chantier, la nature des travaux, et des coordonnées du responsable du chantier. Les bénéficiaires devront utiliser tous les moyens de communication adaptés, au besoin de manière répétée et notamment par voie d'affichage.

Dans les cas de chantiers engendrant de fortes perturbations vis-à-vis du voisinage, la commune de Villeurbanne se réserve la possibilité d'organiser une information publique préalable à l'ouverture du chantier.

ARTICLE 3 :

L'entreprise est tenue de veiller au respect du voisinage en termes de nuisances sonores. A ce titre, elle doit mettre en place un dispositif de diminution du bruit adapté à son activité. Tout manquement à l'article 1 du présent arrêté expose les bénéficiaires à un refus de dérogation lors d'une nouvelle demande, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales encourues pour le non-respect de la réglementation.

ARTICLE 4

Tout manquement à l'article 2 du présent arrêté expose les bénéficiaires à un refus de dérogation lors d'une nouvelle demande, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales encourues pour le non-respect de la réglementation.

ARTICLE 5

Conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, et sans préjudice du recours gracieux qui s'exerce dans le même délai, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon - Palais des Juridictions Administratives 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03 dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 6

Le maire de Villeurbanne et monsieur le commissaire de police sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'ampliation sera faite à la préfecture du Rhône.

Villeurbanne, le 03 AVR. 2026

Maud Larzillère
directrice générale adjointe
égalité et solidarité

Accusé de réception en préfecture
069-216902668-20260403-AR-DSP-2026-089-AR
Date de télétransmission : 08/04/2026
Date de réception préfecture : 08/04/2026